

Recherches féministes

Une (r)évolution de genre à Washington? Les femmes, les fonctions régaliennes et le pouvoir exécutif aux États-Unis

Élisabeth Vallet

Femmes et pouvoir politique
Volume 23, numéro 1, 2010

URI : id.erudit.org/iderudit/044422ar

DOI : [10.7202/044422ar](https://doi.org/10.7202/044422ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN 0838-4479 (imprimé)
1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Vallet, É. (2010). Une (r)évolution de genre à Washington? Les femmes, les fonctions régaliennes et le pouvoir exécutif aux États-Unis. *Recherches féministes*, 23(1), 53–79.
doi:10.7202/044422ar

Tous droits réservés © Recherches féministes,
Université Laval, 2010

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Une (r)évolution de genre à Washington? Les femmes, les fonctions régaliennes et le pouvoir exécutif aux États-Unis

ÉLISABETH VALLET

Nous demeurerons en-dehors de l'Union pendant 100 ans s'il le faut, plutôt que de nous joindre à elle sans les femmes¹.

Avec la ratification par le Tennessee du 19^e amendement, le 16 août 1920, les Américaines ont enfin obtenu le droit de vote pour lequel elles avaient longuement milité². Depuis, des groupes de pression comme EMILY's List, American Women Presidents ou le White House Project appuient les candidatures des femmes aux législatures des États et au Congrès fédéral : le pouvoir législatif étant perçu comme un tremplin vers le pouvoir exécutif, l'objectif avoué de ces organisations est l'accès des femmes à des fonctions politiques toujours plus importantes, pour permettre – un jour – à l'une d'entre elles de se hisser enfin à la présidence. En ce sens, le cycle électoral de 2008 a marqué un tournant avec la présence, pour la première fois dans l'histoire électorale américaine, d'une femme présidentielle dans la course à l'investiture démocrate et d'une femme « investie » en fonction du ticket républicain³. Et pourtant... Durant cette année électorale peu conforme aux us de la politique états-unienne, la population américaine s'est montrée de plus en plus favorable à l'avènement d'une présidente; s'il a paru y avoir un rejet de la gérontocratie, il est resté que, globalement, les sondages favorisent toujours l'homme – peu importe sa couleur – par rapport à la femme⁴. Il y a, semble-t-il, en partie, derrière ce réflexe traditionaliste, les stigmates de l'échec Mondale-Ferraro⁵ qui conduisent une partie de l'électorat ainsi que des délégués et des

¹ Déclaration du Parlement du Wyoming, 1869, cité par Burns et autres (1993 : 129). Les citations sont librement traduites de l'anglais par l'auteure.

² Les américaines n'ont toutefois pas été véritablement les pionnières puisque les femmes de 26 pays avaient déjà acquis ce droit avant elles. Il est intéressant à ce titre de revisiter l'exposition « First but not the last – Women who ran for président » du *National Women History Museum* à Washington DC.

³ Sur l'évolution de la place des femmes en politique américaine, voir Durieux (2008 : 160).

⁴ Pew Research Center for the People & the Press (2008) et CBS News (2006).

⁵ En 1984, un candidat démocrate « investi » par la convention nationale du parti, Walter Mondale, choisit une femme comme colistère, pour la première fois de l'histoire américaine, en la personne de Geraldine Ferraro. Le ticket démocrate subit un échec cuisant – et parmi les plus retentissants – à l'élection générale, en ne remportant que 13 des 538 grands électeurs et à peine plus de 40 % du vote populaire. On pourra consulter deux ouvrages qui abordent la question : Cook, Thomas et Wilcox (1994) et Witt, Paget

déléguées à la convention nationale⁶, par simple calcul politique, à opter pour un homme essentiellement parce qu'il est plus présidentiable (Burden 2005 : 18-41).

De ce fait, si les femmes sont présentes à Washington, et ce, dans les trois branches de gouvernement, elles y sont toujours en minorité. Il n'y a pas eu – du moins directement – d'effet Clinton-Palin sur le plafond de verre de la capitale fédérale. Le texte qui suit défend l'idée selon laquelle l'univers politique dans lequel évoluent les femmes à Washington reste conforme aux usages sociaux et aux représentations de genre : les hautes fonctions de la République américaine ne demeurent qu'entrouvertes aux femmes dès lors qu'elles touchent à la dimension régaliennne de l'État, et *a fortiori* à la fonction de commandant – ou commandante – en chef. Ainsi, dans l'environnement sécuritaire qui a suivi le 11 septembre 2001, les femmes en politique ont, semblerait-il, la tâche ardue de démontrer leur leadership sans pouvoir accéder aux fonctions qui en incarnent l'essence. Et même à l'ère Clinton-Palin, la lente progression des femmes dans l'appareil exécutif américain semble devoir plus relever d'une évolution des institutions politiques sous l'effet de la pression sociétale que d'une véritable révolution de genre au cœur du pouvoir⁷.

Dans un premier temps, l'observation de la place des femmes au sein du pouvoir exécutif permet de voir qu'elles sont cantonnées dans des rôles déterminés par leur genre, et, ce faisant, exclues des fonctions régaliennes. Cette tendance des représentations traditionnelles a été relativement renforcée, ou, tout au moins, non invalidée, par le virage sécuritaire amorcé dans la foulée du 11 septembre 2001. Dans un second temps, cette recherche permet de constater en quoi les représentations de genre liées à la « fonction » exécutive trouvent leur traduction dans l'élection – ou non – de femmes à de hautes fonctions politiques fédérales. Dans le cas spécifique des élections présidentielles américaines, nous verrons que l'engouement suscité par les candidatures de Sarah Palin et d'Hillary Clinton en 2008 pourrait donc ne pas trouver de traduction évidente dans la politique américaine, en raison de cette identité entre le genre et la fonction.

et Matthews (1994).

⁶ C'est le cas notamment des superdélégués et des superdéléguées dont le vote demeure libre. Voir Vallet (2004 : 21) et (2008b).

⁷ C'est d'ailleurs un constat qui transcende les frontières : voir l'analyse comparative de Jalalzai et Krook (2010 : 5-21).

La permanence des représentations traditionnelles de genre dans la branche exécutive

Traditionnellement et de façon assez répandue dans les démocraties occidentales, le pouvoir exécutif⁸ et particulièrement les fonctions régaliennes demeurent largement des « chasses gardées masculines » (Bard 2007). Les États-Unis n'y font pas exception, et le virage sécuritaire généré par les événements du 11 septembre 2001 a contribué à la perpétuation de cette logique au cours des dernières années.

Les femmes, absentes des fonctions régaliennes

Les femmes ont été présentes dès les années 30 au niveau ministériel, et comme membres du Cabinet, mais elles ont été, dès le départ, cantonnées dans des fonctions définies par une rhétorique machiste (Marques-Pereira 2007).

Frances Perkins a été la première femme nommée – par F.D. Roosevelt – à la tête d'un ministère, le Secrétariat au travail, qu'elle a dirigé de 1933 à 1945. Après elle, 24 femmes ont siégé au Cabinet (et 45 au total ont occupé des fonctions ministérielles ou de direction d'administration – dites « de niveau ministériel »). Pour autant, elles ont été le plus souvent maintenues dans les ministères « sociaux » : Secrétariat d'État à l'éducation (2/25), à la santé (6/25), au transport (3/25), au logement (2/25), au travail (7/25) ou ministre de l'Intérieur⁹ (1/25). Elles ont été également à la tête, mais dans une moindre mesure, de ministères économiques comme le Secrétariat d'État à l'énergie (1/25), au commerce (2/25) ou à l'agriculture (1/25). Si depuis la nomination de Madeleine Albright en 1997 à la tête du Secrétariat d'État, deux femmes l'y ont suivie (Condoleezza Rice nommée en 2005 et Hillary Rodham Clinton nommée en 2009), il demeure que les fonctions régaliennes sont largement réservées aux hommes : aucune femme n'a jamais dirigé le Secrétariat à la défense, celui des anciens combattants, ou encore celui du trésor. Janet Reno a été la seule femme (nommée en 1993 par Clinton) à tenir les clés du ministère de la Justice (qui n'est d'ailleurs pas un ministère *per se*, puisque ce n'est pas un secrétariat, car il s'agit du poste d'*Attorney General*).

On aurait pu penser que Barack Obama avait peut-être ouvert une brèche dans cet univers régalien exclusivement masculin en nommant, en 2009, à la tête du Département du Homeland Security (l'équivalent du ministère de l'Intérieur dans la

⁸ À ce titre, Christine Bard souligne la spécificité de la place des femmes dans les exécutifs occidentaux, mais aussi et surtout le fait que « le genre dans le pouvoir exécutif » demeure peu étudié, comparativement à la place des femmes dans les pouvoirs législatifs ou dans les partis politiques. Voir Bard, Baudelot et Mossuz-Lavau (dir.) (2007 : 105-126).

⁹ Ce ministère, qui n'a rien à voir avec ses homonymes occidentaux, supervise le Bureau of Land Management, l'United States Geological Survey et le National Park Service.

majorité des démocraties occidentales), la gouverneure de l'Arizona Janet Napolitano. Cependant, le chemin est encore long puisque, depuis 1933, elle est la seule, avec Janet Reno, à avoir occupé des fonctions régaliennes à titre de ministre. Il y a d'autant moins lieu de parler de « virage Obama » pour les femmes que le nombre de nominations féminines par le dernier président élu est singulièrement ordinaire (voir le tableau 1). Celui-ci s'inscrit en effet totalement dans la tradition présidentielle : en nommant 4 femmes au Cabinet, il se conforme à ce qu'avait fait George W. Bush en début de mandat (4 nominations féminines), ne fait que doubler les scores de George H. Bush et de Ronald Reagan (2 nominations féminines) et se situe très en deçà de celui de Bill Clinton (5 femmes en début de mandat et 9 sur 19 au plus haut de sa présidence) (Kamen 2009).

Tableau 1 Les nominations féminines de Barack Obama à des postes de direction ou d'administration, au Cabinet* et à la Cour suprême	
Melody C. Barnes <i>Director of the Domestic Policy Council</i>	Janet Napolitano <i>Secretary of Homeland Security*</i>
Carol Browner <i>White House Coordinator of Energy and Climate Policy</i>	Susan E. Rice <i>U.N. Ambassador*</i>
Hillary Rodham Clinton* <i>Secretary of State</i>	Christina D. Romer <i>Chairwoman of the Council of Economic Advisers*</i>
Lisa P. Jackson <i>Administrator of the Environmental Protection Agency*</i>	Mary L. Schapiro <i>Chairwomen of the Securities and Exchange Commission</i>
Valerie Jarrett <i>Senior Adviser</i>	Kathleen Sebelius <i>Secretary of Health and Human Services*</i>
Dawn Johnsen <i>Assistant Attorney General for the Office of Legal Counsel</i>	Hilda L. Solis <i>Secretary of Labor*</i>
Elena Kagan¹⁰ <i>Solicitor General</i>	Sonia Sotomayor <i>Supreme Court Justice</i>
Karen Gordon Mills <i>Administor, Small Business Administration</i>	Nancy Sutley <i>Chairwoman of the White House Council on Environmental Quality</i>
Ellen Moran <i>Communications Director</i>	

Poste dit « de niveau ministériel ».

Ni notables ni constants, les progrès des femmes au sein de l'appareil exécutif ne suffisent donc pas à inverser la machine. Plus encore, dans la prévalence

¹⁰ Le président Obama a proposé, le 10 mai 2010, le nom d'Elena Kagan pour remplacer, à la Cour suprême des États-Unis, le juge John Paul Stevens. Cette nomination sera effective si elle est confirmée par le Sénat.

des ministères sociaux, se trouve l'essence même des stéréotypes de genre (Sapiro 1982; Huddy et Terkildsen 1993a et 1993b) qui contribuent à qualifier les femmes en les démarquant des hommes, notamment en ayant recours à un champ sémantique relevant de la maternité ou de la féminité (Fox et Oxley 2003), le « gouvernement » appartenant à une rhétorique plus masculine, par exemple, que celle de la « représentation » (Fraisie 1994).

C'est la raison pour laquelle la présidence Obama se fait le reflet de l'état d'esprit qui a marqué l'après-11 septembre 2001 et la perpétuelle quête de sécurité (David et autres 2006). Car, de fait, le poids de l'histoire des genres dans la politique américaine et l'avènement du « tout sécuritaire » qui a suivi le 11 septembre 2001 continuent d'avoir un impact sur la définition du leadership et, ce faisant, sur la place des femmes au sein du pouvoir exécutif américain.

L'impact du virage sécuritaire sur les représentations de genre au sein du pouvoir exécutif américain

L'opposition entre le « sexe faible » et la masculinité des fonctions régaliennes a été renforcée par la logique et le discours sécuritaires du 11 septembre 2001 (Coe et autres 2007). En effet, les événements de l'automne 2001, en induisant un souci accru de sécurité et un besoin de leadership fort, ont marqué, selon certaines études, un recul pour les femmes en politique (Clift et Brazaitis 2003 : IX; Bystrom et autres 2004 : 219)¹¹ et un renforcement des stéréotypes traditionnels (Lawless 2004).

Ce recul est à mettre en rapport avec la place réservée aux femmes dans l'armée, tandis que le pays s'enlise en Afghanistan et combat sur un second front en Irak. En effet, alors même qu'il y a de plus en plus de femmes nommées amirales ou générales, ces dernières demeurent bien souvent cantonnées dans des postes de soutien¹², ce qui réduit d'autant leur capacité d'acquérir l'aura d'un héros – ou d'une

¹¹ Alors que 1992 marque le doublement du nombre de femmes au Congrès et que, depuis 1994, les femmes faisaient progressivement des gains lors de chaque élection législative, cela n'a pas été le cas en 2002. Voir sur ce point Coyle (2009 : 19).

¹² Les femmes représentent 6 % des postes militaires de haut rang, avec en 2008 parmi elles, 57 générales et amirales de l'armée régulière. Parmi les « hommes » du rang, la *Risk Rule* mise en place par le ministère de la Défense en 1988 et modifiée en 1994 exclut encore les femmes des unités dont la fonction première est le combat. En pratique, il arrive cependant que des femmes, bien qu'elles soient techniquement affectées à des missions de soutien, se retrouvent, *de facto*, au front. Les guerres en Afghanistan et en Irak, en accroissant les besoins en fait de soldats au combat, semblent amorcer une véritable révolution de genre au sein de l'armée américaine : Alvarez (2009).

héroïne – de guerre¹³ et, ainsi, la légitimité d'un commandant – ou d'une commandante – en chef fondée sur l'expérience (Hansen et Otero 2006 : 41). C'est donc une expérience dont elles ne peuvent se prévaloir – à l'inverse d'Ike Eisenhower qui avait pu arguer de son expérience dans l'armée, de John Kerry durant les élections présidentielles de 2004 ou de John McCain en 2008 qui ont tous deux mis en avant leur statut de vétérans du Vietnam. Ce n'est pas la norme, mais durant certaines périodes de l'histoire des États-Unis – comme au cours de la guerre du Vietnam ou dans la foulée du 11 septembre 2001 – la notion de « leader fort » a été cruciale pour l'issue des élections présidentielles, ce qui tend à survaloriser les candidatures masculines. Il semble que la notion de « leadership » puisse être corrélée avec celles de « guerre », de « fermeté », de « combat » et de « terrorisme », comme en atteste le décompte des termes employés par les présidents successifs dans leurs discours sur l'état de l'Union (SpeechWars 2010) le discours présidentiel s'inscrit ainsi dans une sémantique guerrière et habille le leader d'un uniforme scellant la fonction présidentielle dans un rôle masculin conforme à l'imaginaire social (Freedman 1997 : 282), soulignant, par delà les discours, le poids récurrent du genre dans la définition de la fonction exécutive (Lawless 2004 : 472).

De surcroît, même si le critère central des élections présidentielles a été, le plus souvent, la « compassion » des candidats ou des candidates – ce avec quoi l'image traditionnelle de la femme serait en conformité (Verba 1990 : 555; Jennings 1990 : 242), il demeure qu'il ne se traduit pas dans les bureaux de vote : une femme qui devient candidate à la présidence « n'a d'autre choix que de générer la perception qu'elle est un leader fort » (Hansen et Otero 2006 : 54-55), sous peine de devoir livrer une bataille perdue d'avance (Heldman 2007). À cela, il faut ajouter que la perception qu'ont les électeurs et les électrices des enjeux que présente un candidat ou une candidate tend à s'altérer en fonction de son sexe (Palmer et Simon 2008 : 144; Dolan 2006). Règne alors une logique sociohistorique selon laquelle, puisque les hommes ont joué un rôle prédominant dans la création et l'évolution d'une institution, « il est logique que la préférence masculine devienne inhérente à sa représentation idéale [...] Non seulement la masculinité est intrinsèque à la présidence mais les élections présidentielles elles-mêmes sont un espace masculin » (Duerst-Lahti 2006 : 22-23). Plus encore, la branche exécutive est « la plus masculine des trois branches de gouvernement en raison de sa structure hiérarchique, de son unité décisionnelle et de la nécessité s'imposant au président de pouvoir agir lorsque le besoin s'en fait sentir » (Han 2006 : 106); la présidence obéit donc au modèle mâle de leadership, au point où la femme devient étrangère, « l'autre » dans cette norme définie par le masculin (Duerst-Lahti 1997 : 18-19). Et ce, d'autant plus que la manière dont les médias véhiculent et alimentent les stéréotypes (Huddy et Terkildsen 1993a; Heldman, Carroll et Olson 2000) abonde

¹³ Seules deux femmes ont obtenu la décoration militaire la plus élevée, la Silver Star (Alvarez 2009).

dans ce sens¹⁴, tandis que ces derniers pénètrent aisément certaines strates de la société qui y sont plus sensibles – et qui sont souvent corrélées avec l'âge, la scolarité (absence de diplôme) et une affiliation républicaine (Sanbonmatsu et Dolan 2007 : 41)¹⁵ – les démocrates étant globalement plus enclins à soutenir les candidatures des femmes (Kohut 2007). Il n'est d'ailleurs pas anodin que, même dans la fiction, l'accession d'une femme à la présidence (selon le scénario de la série diffusée par la chaîne ABC, *Commander in Chief*, qui mettait en scène, durant l'automne 2005, une présidente pour pratiquement la première fois depuis *Kisses for My President*) se fasse non pas par l'élection, mais par la succession puisqu'il s'agissait d'une vice-présidente devenue chef d'État à la suite du décès du président en exercice (Alston 2008). Dès lors, la candidate doit parvenir à définir son leadership dans les balises que l'Histoire, tracée au masculin¹⁶, a définies pour l'institution présidentielle (McDonagh 2009 : 110). Les représentations traditionnelles de genre sont donc profondément ancrées dans la perception de l'institution présidentielle : elles expliquent en partie pourquoi les femmes y sont encore sous-représentées, particulièrement lorsqu'on touche au cœur de l'État et de ses fonctions régaliennes. Le second volet de l'explication tient à la réalité électorale et donc à la capacité des femmes à *accéder* à des fonctions gouvernementales : ici encore la place des femmes n'a connu que très peu de progrès, notamment à l'échelle des élections fédérales aux États-Unis.

¹⁴ « Les médias peinent à parler du leadership sans tomber dans le travers de le caricaturer » selon Seligson (2008).

¹⁵ C'est là le fameux écart entre les sexes (*gender gap*), qui marque les résultats électoraux de manière très nette : Palmer et Simon (2008 : 28-29); Brians (2005 : 357-375).

¹⁶ À la fin du XIX^e siècle encore, le juge Bradley exprimait, dans une opinion concurrente de la célèbre décision de la Cour suprême de 1872 (*BRADWELL v. ILLINOIS*, 16 Wall., 83 U.S., 130) en des termes fort clairs le fait que « hommes et femmes occupent des fonctions séparées dans la société », ces dernières devant « occuper l'espace domestique », notant « la délicatesse naturelle intrinsèque au sexe féminin qui leur interdit, de façon évidente, d'occuper bien des fonctions de la vie civile ». Voir, sur cette décision, Cushman (2001 : 2-3). Au début du XXI^e siècle, Laura Bush, alors première dame, tout en soulignant les qualités de l'éventuelle candidature de Condoleezza Rice, relevait que son célibat pouvait constituer un handicap (CNN 2006). Dans le même esprit, la question avait été posée, à l'automne 2008, par certains commentateurs et commentatrices de savoir si Sarah Palin pouvait sérieusement briguer le poste de vice-présidente et élever ses nombreux enfants. Cela s'inscrit dans la même veine que le cas de la républicaine Jane Swift, découragée par ses conseillers et conseillères de se représenter comme gouverneure du Massachussetts, après avoir donné naissance à des jumeaux. Ces deux derniers exemples sont cités par Kornblut (2009a).

Une évolution peu significative dans le contexte des élections fédérales américaines

Washington demeure engoncée dans des représentations traditionnelles de genre, et la politique marquée au sceau de la masculinité (Brown 1988 : 4) dans une forme certes plus subtile, définie autour des « caractéristiques féminines » (Bystrom et autres 2004 : 15-17) et inscrivant irrémédiablement les candidates dans un groupe qui les définit par défaut (Kahn 1996 ; Huddy et Terkildsen 1993a) aux yeux de l'électorat.

Un univers politique figé dans des représentations traditionnelles de genre

Longtemps, à Washington et au sein du pouvoir exécutif, le seul rôle reconnu et dévolu à une femme était celui de première dame. Du rôle social de Lucy Hayes, à celui de première dame moderne incarné par la redoutable Eleanor Roosevelt, puis à la mutation de ce rôle avec l'arrivée dans l'aile Ouest (*West Wing*) d'Hillary Clinton, les premières dames ont été grandement étudiées, seul symbole du pouvoir féminin – restreint – à la Maison-Blanche (Gould 1985 : 537 et suiv.; Guy 1995; Troy 2000). En effet, les femmes de la Maison-Blanche ont souvent dû se satisfaire de ce strapontin qu'est le rôle de première dame. Si l'expression *First Lady* a fait son apparition dans un éditorial de Mary Clemmer Ames, à propos de l'épouse du président Hayes en 1877, il semblerait qu'il soit devenu d'usage courant à la suite de la représentation à New York de la pièce *The First Lady in the Land* de Dolley Madison. Pendant longtemps, la première dame a œuvré dans l'ombre du président (Sferrazza 2008; Gould 1985 : 537 et 1986 : 528). Toutefois, de la même manière que son époux a fait considérablement évoluer le rôle de président, Eleanor Roosevelt a ouvert la période moderne pour ce qui est du rôle de première dame. En poursuivant sa carrière et en faisant la promotion de causes comme la protection des droits civiques, elle a marqué le début d'une nouvelle ère dans laquelle se sont inscrites celles qui lui ont succédé, en particulier Lady Bird Johnson (Hawkes 2004).

Hillary Clinton, quant à elle, a irrémédiablement modifié la place de la première dame. La nature même du tandem « Billary » est sans doute ce qui explique qu'elle ait été la première épouse de président à avoir son propre bureau dans l'aile Ouest (alors qu'auparavant la première dame était installée, avec son équipe, dans l'aile Est (*East Wing*) et à mener une politique gouvernementale, en l'occurrence sur le système de santé (Guy 1995 : 239-257).

Enfin, l'affrontement entre les épouses des deux candidats à la présidentielle de 2008 témoigne de l'entrée dans l'arène politique des premières dames (Hunter et Kucinich 2008; MacManus et Quecan 2008). Cependant, cette fonction, même politique, demeure dans l'ombre du président (Caroli 2003 : 288-308 et 354), comme l'illustre le départ de Lady Bird Johnson de la scène politique à la suite du

décès de son époux (Caroli 2003 : 362) ou encore le travail de distanciation par rapport à son époux mené par Hillary Clinton lorsqu'elle a choisi de mener sa propre carrière politique (Bernstein 2008 : 641-652)¹⁷.

En ce sens, la nomination de Nancy Pelosi, première femme à être leader de parti au Congrès en 2003, puis comme première présidente (*speaker*) de la Chambre des représentants en janvier 2007 aurait pu indiquer les prémisses d'une (r)évolution de genre à Washington. D'abord parce qu'ainsi Nancy Pelosi inaugurerait l'entrée d'une femme dans des fonctions traditionnellement masculines. Mais aussi, et surtout, parce qu'en accédant au poste de *speaker*, c'est-à-dire en étant présidente de la Chambre des représentants, elle devenait la première femme à figurer aussi haut dans l'ordre de succession en cas de décès du président – et du vice-président. Jamais femme ne s'était autant approchée de la magistrature suprême. Toutefois, il en est pour souligner que la montée en épingle de cette ascension dans les médias ne fait qu'occulter une réalité autrement plus « genrée » (Gibbons 2003). Ainsi, à l'issue des élections de novembre 2008, au niveau fédéral, les femmes représentent 17 % des membres du Congrès (avec 76 femmes à la Chambre des représentants et 17 au Sénat) et seules 8 femmes élues à titre de gouverneure d'État¹⁸.

Ces données sont essentielles dans la mesure où tous les présidents élus depuis Harry Truman sont issus de ces institutions : cinq avaient été sénateurs (Truman, Kennedy, Johnson, Nixon, Obama), deux avaient été représentants (Ford, G.H. Bush) et quatre, gouverneurs (Carter, Reagan, Clinton, G.W. Bush) avant d'accéder à la magistrature suprême. Le passage par l'exécutif des États fédérés ou par la législature fédérale s'impose en effet comme un cap incontournable (Watson et Gordon 2003 : 6-10) dans la carrière politique de toute personne aspirant à se faire élire à la Maison-Blanche – ce qui justifie d'ailleurs qu'Hillary Clinton ait choisi le poste de sénatrice de New York comme tremplin politique (Troy 2006 : 211; Bernstein 2008 : 641-661). La sous-représentation des femmes dans ces fonctions électives d'importance qui constituent justement des étapes nécessaires vers de plus hautes fonctions explique en partie le fait qu'elles sont en minorité au sein du pouvoir exécutif, notamment à la Maison-Blanche et particulièrement dans l'exercice de charges régaliennes, traditionnellement perçues comme l'apanage du pouvoir masculin. Elle révèle les limites du phénomène observé avec l'ascension de Sarah Palin et la campagne d'Hillary Clinton en 2008.

Les limites de l'effet Clinton-Palin

Dès qu'elles ont obtenu le droit de vote en 1920, les femmes ont été présentes dans la course à la présidence (voir le tableau 2). En effet, Laura Clay a été

¹⁷ L'incident récent au Kenya où un étudiant demandait à Hillary Clinton l'avis du président Clinton en témoigne. Voir Le Point (2009).

¹⁸ Pourtant, les femmes représentent 50,7 % de la population américaine et près de 52 % de la population en âge de voter. Voir les estimations du US Census Bureau (2008).

la première femme en 1920 à obtenir une voix à l'occasion d'une convention nationale; Geraldine Ferraro, la première en 1984 à faire partie d'un *ticket* démocrate (comme vice-présidente de Walter Mondale); Sarah Palin, la première en 2008 à faire partie d'un *ticket* républicain; et Hillary Clinton, la première en 2008 à pouvoir sérieusement briguer l'investiture pour la présidence. Alors qu'elles n'ont représenté, en moyenne, que de 13 à 15 % des effectifs des conventions nationales des partis républicain et démocrate, à compter de 1972, leur nombre ne cesse d'augmenter pour approcher 50 % des membres de ces grands-messes politiques destinées à désigner les candidatures à la présidence et à la vice-présidence (Jennings 1990 : 224). Désormais, les candidates et les candidats à la présidence sont investis puis élus par des conventions puis un électorat à moitié féminin.

Selon le tableau 2, seuls les partis tiers ont pris le « risque » d'investir une femme comme candidate à la présidence. Et seules deux femmes ont été investies comme candidates à la vice-présidence, mais elles n'ont pas été élues : Geraldine Ferraro et Sarah Palin.

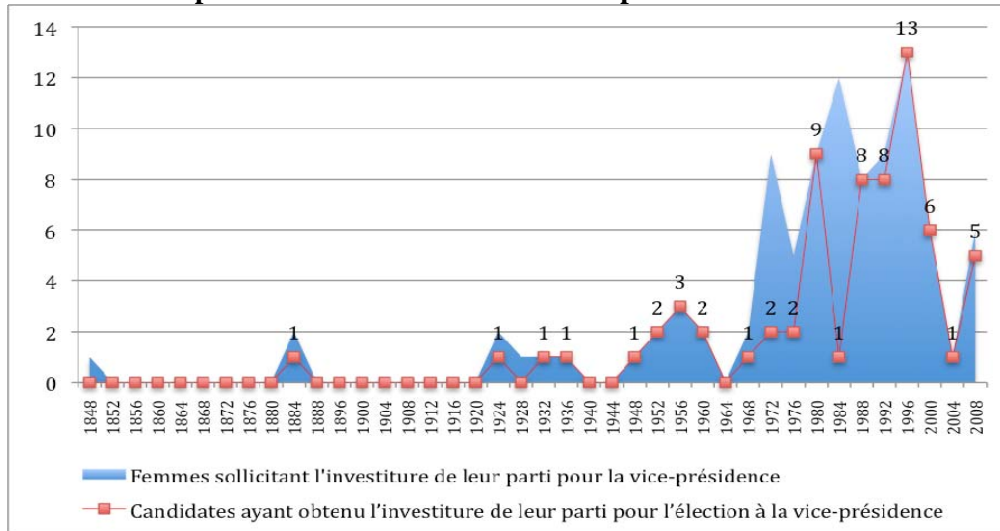
Pour autant, l'univers politique, et *a fortiori* lorsqu'on parle de politique fédérale et des plus hautes fonctions du pays, demeure très largement masculin. Qu'il s'agisse des appareils des partis, peu enclins à investir une femme pour porter leurs couleurs (voir les graphiques 1 et 2) et en particulier des deux grands partis traditionnellement détenteurs du pouvoir (voir le tableau 2), des équipes de campagne, ou des grands médias¹⁹ puisque 75 % des éditorialistes sont des hommes (Carroll et Fox 2006 : 2-3).

¹⁹ On compte en effet une majorité d'hommes parmi les présentateurs-vedettes et les présentatrices-vedettes, et les stéréotypes ont encore du poids, comme en attestent les remous suscités par la nomination de Diane Sawyer comme « locomotive » (*Anchor*) de la chaîne ABC, en remplacement de Charlie Gibson en décembre 2009, et ce, malgré la présence de Katie Couric comme chef d'antenne de CBS Evening News. En outre, cette prédominance masculine dans les médias a un impact sur le traitement médiatique des candidates : Heith (2003 : 126) fait ainsi état du fait que « 30 % de la couverture de la campagne de Geraldine Ferraro en 1984 et 40 % de la couverture de la campagne d'Elizabeth Dole en 2000 faisaient référence aux vêtements, au maquillage ou à la coiffure » des candidates (Coyle 2009 : 21).

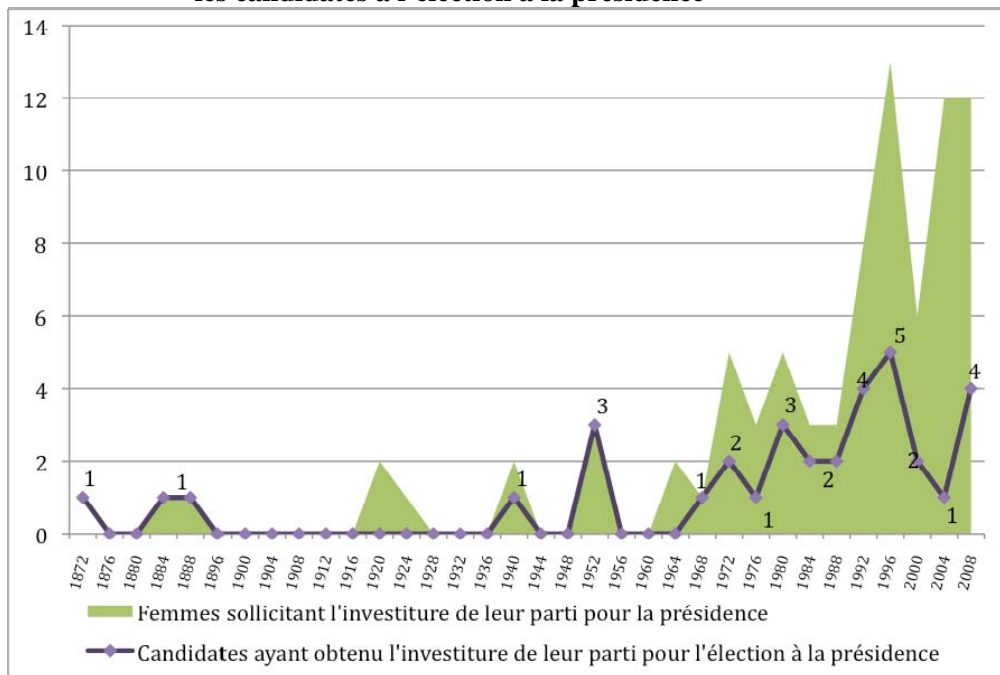
Tableau 2 Les candidates ayant obtenu l'investiture de leur parti pour l'élection présidentielle

Année	Nom	Parti
1872	Victoria Woodhull (mais son nom n'a jamais figuré sur un bulletin de vote)	Equal Rights Party
1884	Belva Ann Lockwood	National Equal Rights Party
1888	Belva Ann Lockwood	National Equal Rights Party
1940	Gracie Allen	Surprise Party
1952	Ellen Linea W. Jensen	Washington Peace Party
	Mary Kennery	American Party
	Agnes Waters	American Woman's Party
1968	Charlene Mitchell	Communist Party
1972	Linda Jenness	Socialist Workers Party
	Evelyn Reed	Socialist Workers Party
1976	Margaret Wright	People's Party
1980	Ellen McCormack	Right to Life Party
	Maureen Smith	Peace and Freedom Party
	Deirdre Griswold	Workers World Party
1984	Sonia Johnson	Citizens Party
	Gavrielle Holmes	Workers World Party
1988	Lenora Fulani	New Alliance Party
	Willa Kenoyer	Socialist Party, Liberty Union Party
1992	Lenora Fulani	New Alliance Party
	Helen Halyard	Socialist Equality Party
	Isabell Masters	Looking Back Party
	Gloria La Riva	Workers World Party
1996	Monica Moorehead	Workers World Party
	Marsha Feinland	Peace and Freedom Party
	Mary Cal Hollis	Socialist Party, Liberty Union Party
	Diane Beall Templin	The American Party
	Isabell Masters	Looking Back Party
2000	Monica Moorehead	Workers World Party
	Cathy Gordon Brown	Independent
2004	Diane Beall Templin	The American Party
2008	Diane Beall Templin	The American Party
	Gloria La Riva	Party for Socialism and Liberation
	Elvena Lloyd-Duffie	Independent
	Cynthia McKinney	Green Party, Workers World Party

Graphique 1 Les candidates à l'investiture de leur parti pour la vice-présidence et à l'élection à la vice-présidence



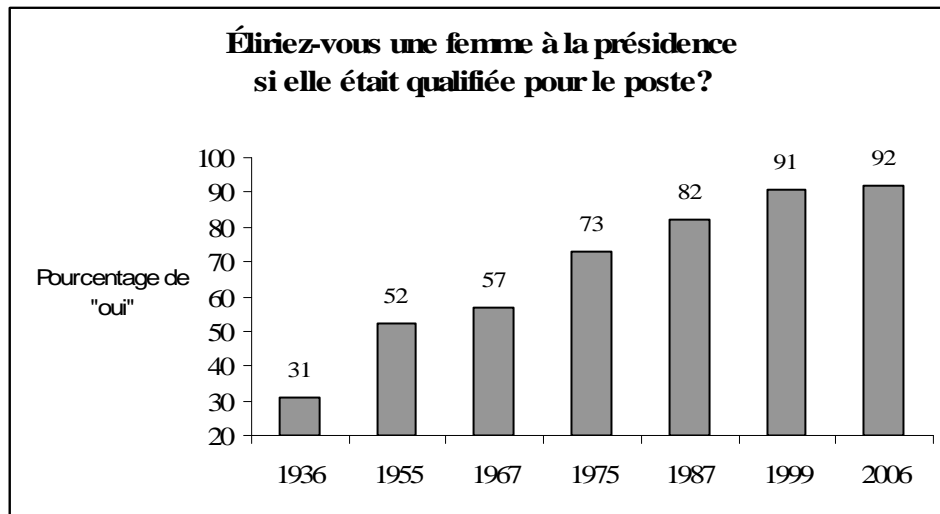
Graphique 2 Les candidates à l'investiture de leur parti pour la présidence et les candidates à l'élection à la présidence



Source : Freeman (2008 : chap.5).

Le travail de groupes d'intérêt féministes comme Emily's List, la National Federation of Republican Woman, American Women Presidents ou Girls in Government et, dans une certaine mesure, des organisations non partisans comme Women's Media Center, est assurément déterminant, mais l'évolution globale de la société²⁰ explique que l'électorat soit de plus en plus ouvert à l'élection d'une femme à la tête du pays (voir le graphique 3)²¹.

Graphique 3 La réceptivité de l'électorat à l'égard d'une candidature féminine à la Maison-Blanche



Source : CBS NEWS/NEWYORK TIMES POLL (2006).

²⁰ Les mutations touchent toutes les couches de la société. Les célibataires – en nombre croissant – représentent près de 27 % de la population, et la moitié de la population américaine âgée de 25 à 29 ans n'est pas mariée, plus de 26 % des individus sont diplômés des universités (quatre années de collège), près de 46 % des femmes ont des enfants hors du mariage et, dans le même temps, le nombre de grossesses chez les adolescentes est à son taux le plus bas : U.S. National Center for Health Statistics (2006). Les femmes sont également plus présentes en politique : leur taux d'inscription sur les listes électorales ainsi que leur taux de participation aux élections sont désormais supérieurs à ceux des hommes. Voir les figures 2.1 et 2.2 dans Carroll et Fox (2006 : 51 et 53). Il ne faudrait pas oublier le poids de certains symboles culturels comme la série *Commander in Chief* de la chaîne ABC, qui ouvre dans une certaine mesure la voie en mettant en scène une femme à la tête de la Maison-Blanche : Clift et Brazaitis (2003 : VII).

²¹ Le temps paraît désormais loin où James A. Farley, alors à la tête du comité national démocrate, pouvait écrire en 1959 un éditorial retentissant : "Why We'll Never Have A Woman President".

Le graphique 3 montre en effet la progression, sur 70 ans, de la réceptivité de l'électorat à l'égard d'une candidature féminine. Même si la tendance n'a cessé d'aller croissant, il demeure que la mention « si elle était qualifiée pour le poste » peut minorer cette progression et cacher des préjugés²², les personnes interrogées pouvant se prévaloir implicitement du fait qu'il n'y a pas, une fois dans l'isolement, de « femme qualifiée²³ ». Or, l'écart entre les sexes, malgré son réaligement récent (Inglehart et Norris 2000)²⁴, demeure dans ce domaine un facteur important²⁵ : bien que Sarah Palin ait obtenu aisément l'investiture pour la vice-présidence, alors qu'Hillary Clinton n'est pas parvenue à remporter l'investiture pour la présidence, sa permanence (voir le tableau 3) laisse penser qu'une femme aura plus de difficultés à conquérir l'investiture républicaine pour la présidence que chez les démocrates.

Et selon plusieurs études, dont certains aspects sont contestés par d'autres (Nelson 2005), la candidature de Geraldine Ferraro ayant eu un effet d'entraînement sur les candidatures féminines, il y a fort à penser qu'un résultat similaire pourrait suivre la campagne inédite²⁶ d'Hillary Clinton et la présence de Sarah Palin dans le cas du ticket républicain (Atkeson 2003 : 1040-1061)²⁷. S'il faut admettre que Hillary Clinton serait en mesure – si Barack Obama ne se représentait pas pour un second mandat – de remporter les primaires démocrates, Sarah Palin, pour sa part, a choisi, en prononçant une allocution à la convention du mouvement Tea Party²⁸ en février 2010, de se positionner pour 2012, sans parvenir pour l'instant véritablement

²² D'autant que le lien entre le genre, l'apparence de la candidate et la perception de ses compétences par les électeurs semble établi par des études théoriques mais aussi empiriques, comme dans une étude de cas récente sur Sarah Palin. Voir Heflick et Goldenberg (2009 : 598-601).

²³ Au demeurant, c'est bien l'absence de qualification (59 % de l'électorat) de Sarah Palin pour la vice-présidence qui a sérieusement entamé le capital électoral de John McCain selon un sondage New York Times/CBS. Voir Cooper et Sussman (2008).

²⁴ C'est à compter de 1980 que le Gender Gap est véritablement labellisé dans les élections présidentielles américaines. Selon Pipa Norris (1985 : 192).

²⁵ Sans pour autant en être l'unique critère, loin s'en faut : voir Tolleson-Rinehart (2009). Plus encore, les allégeances traditionnelles et les priorités économiques et sociales d'un groupe que l'on pourrait supposer favorable aux candidatures féminines comme les « jeunes électrices » prévalent sur le genre. Voir Lind (2009 : 515-517).

²⁶ Et l'on ne saurait oublier que Condoleezza Rice a caracolé en tête d'un grand nombre de sondages comme possible sélectionnée du Parti républicain avant que l'année électorale 2008 commence. Sur ce point, voir Han (2007 : 3). En témoigne également l'ouvrage de Morris et McGann (2005).

²⁷ Toutefois, cette perspective est toujours débattue : voir Clift et Brazaitis (2003 : X).

²⁸ Ce mouvement se distingue d'ailleurs progressivement comme un parti majoritairement féminin, conjuguant différentes branches de l'activisme féministe et du conservatisme féminin. Voir Rosin (2010).

à creuser l'écart²⁹. D'autres femmes du côté républicain sont pressenties pour 2012, comme la gouverneure du Kansas Kathleen Sibelius (elle était d'ailleurs sur la liste du candidat McCain en 2008) ou encore la gouverneure du Connecticut Jodi Rell. Pour autant, elles figurent souvent bien loin dans la liste des candidatures potentielles, après une longue énumération d'hommes, à commencer par Ron Paul, Mitt Romney ou encore Bobby Jindal, et n'apparaissent même pas dans les personnes nommées dans les sondages (voir le tableau de Jones [2010]).

Tableau 3 L'écart entre les sexes dans les élections présidentielles américaines

Année	Candidat	Vote des femmes (en %)	Vote des hommes (en %)	Écart entre les sexes (en points de %)
2008	Barack Obama (D*)	56	49	7
	John McCain (R**)	43	48	
2004	George W. Bush (R)	48	55	7
	John Kerry (D)	51	41	
2000	George W. Bush (R)	43	53	10
	Al Gore (D)	54	42	
	Ralph Nader (Vert)	2	3	
1996	Bill Clinton (D)	54	43	11
	Bob Dole (R)	38	44	
	Ross Perot (Réforme)	7	10	
1992	Bill Clinton (D)	45	41	4
	George H. W. Bush (R)	37	38	
	Ross Perot (Réforme)	17	21	
1988	George H. W. Bush (R)	50	57	7
	Michael Dukakis (D)	49	41	
1984	Ronald Reagan (R)	56	62	6
	Walter Mondale (D)	44	37	
1980	Ronald Reagan (R)	46	54	8
	Jimmy Carter (D)	45	37	
	John Anderson (Indépendant)	7	7	

* D : démocrate.

** R : républicain.

Source : Center for American Women and Politics.

Cependant, au-delà même des incidences du *gender gap* et de la définition par leur sexe des aspirantes à un poste électif, les candidatures féminines souffrent de deux handicaps récurrents.

²⁹ Toutefois, les sondages montrent en général un véritable écart entre les sexes au sein même du Parti républicain CNN (2009).

En premier lieu, le fait que les femmes commencent leur carrière politique plus tard que les hommes – notamment en raison de la structure familiale traditionnelle et du phénomène de l'*incumbency*³⁰ (en vertu duquel un candidat sortant ou une candidate sortante a toutes les chances de se voir réélire – le taux de réélection au Congrès avoisinant les 90 %³¹) – les amène trop tardivement aux postes qui leur permettraient d'aspirer à la présidence (Wayne 2007 : 61)³².

Comme le montre le tableau 4, un total de 23 femmes occupent actuellement des fonctions électives susceptibles – en vertu de l'histoire électorale – de les mener à la magistrature suprême. En effet, occuper un poste au Congrès ou à la tête d'un État sont les deux marchepieds pratiquement incontournables vers la Maison-Blanche. Or sur les 236 candidates³³, qui ne se présentent qu'à moins de 40 % des postes, un peu moins de la moitié d'entre elles ont une chance d'être élues, soit parce qu'elles se représentent (et bénéficient alors du phénomène d'*incumbency*), soit parce qu'elles n'ont pas d'adversaire (il s'agit de « sièges sans concurrence »).

Tableau 4 Les candidates aux élections « congressionnelles » et « gouverneuriales » de 2010

	Nombre de femmes en poste	Nombre d'États visés	Nombre de candidates au Parti démocrate	Nombre de candidates au Parti républicain	Nombre de femmes se présentant au même poste	Sièges sans concurrence	Candidatures face à un homme en poste	Candidates ayant perdu leur primaire au 15 février 2010
Sénat	17	36	12	14	6	8	12	2
Chambre des représentants	25	Tous + DC (District of Columbia)	113	68	72	27	82	7
Gouverneur ou gouverneure	6	36	14	15	1	20	8	x

Source : D'après les données du Center for American Women and Politics (2010).

En second lieu, le coût des campagnes (pour les élections primaires d'abord, et l'élection générale ensuite) est si élevé (voir le graphique 4) que l'aspirant ou

³⁰ Han (2007 : 7-8).

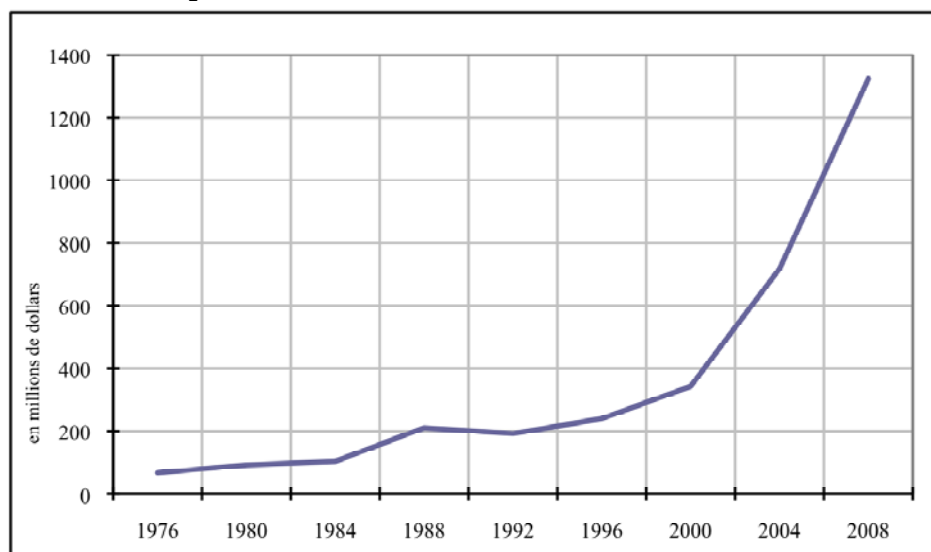
³¹ Voir Gagnon (2006 : 46).

³² C'est ainsi que des femmes qui en avaient l'envergure, comme Nancy Pelosi et Dianne Feinstein, ne pouvaient envisager à 66 ans et à 68 ans de se présenter en 2008, voire en 2012, à la présidentielle, selon Hansen et Otero (2006 : 58).

³³ Il s'agit là des chiffres de février 2010, susceptibles de varier selon les primaires des États.

l'aspirante doit s'affirmer avant tout être une redoutable force en matière de campagnes de financement. Et pour l'être, il faut disposer d'un réseau qui est d'autant plus dense qu'il a été constitué de longue date – dès lors, le fait d'entrer plus tardivement en politique est un inconvénient majeur.

Graphique 4 Les dépenses des candidats et des candidates aux élections présidentielles



Source : Center for Responsive Politics (2008).

En effet, le processus de nomination est sans cesse plus dense et compressé – et l'une des conséquences de ce phénomène de compression (*frontloading*) du calendrier électoral est de concentrer des dépenses massives en début d'année (Vallet 2005 : 37-38), avant même qu'un candidat ou une candidate que le grand public ne connaît pas n'ait véritablement le temps de se faire connaître³⁴, à moins que cette personne n'ait les moyens de créer une image en recourant à toutes les techniques de campagne à sa disposition³⁵. Et c'est là où le bât blesse, puisque les femmes en arrivant tardivement en politique peinent à se constituer un réseau durable et à réunir les fonds nécessaires pour mener une campagne serrée dans le

³⁴ La décision (consultable en ligne : www.supremecourtus.gov/opinions/09pdf/08-205.pdf) de la Cour suprême américaine, *Citizens United v. Federal Election Commission*, 558 U.S. – (2010), en levant les plafonds de dépenses électorales imposés aux corporations, vient démultiplier le poids de l'argent dans l'année électorale et le lien entre la notoriété du candidat ou de la candidate et sa capacité à attirer les bailleurs de fonds.

³⁵ Et, dans une certaine mesure, « l'argent fait le vote » : Wayne (2007 : 92).

temps qui se révèle très onéreuse. Or, les donatrices et les donateurs fortunés sont appelés à jouer un rôle déterminant dans les élections de 2012, reléguant dans le passé le modèle de campagne mis au point par Barack Obama et basé sur les petites donations (Hasen 2008).

Cependant, c'est aussi le cas parce que les candidates dépendent plus largement des donatrices (Lake 2009), dont le comportement diffère sensiblement de leurs *alter ego* masculins (Clift et Brazaitis 2003 : XVIII-XIX; Manza et Brooks 1998 : 1235-1236). À cet égard, Hillary Clinton a infirmé cette norme, puisqu'elle avait dégagé, au cours de la « primaire invisible » qui précède l'ouverture de l'année électorale, plus d'argent que tous ses adversaires démocrates, montrant par là même la capacité d'une femme à mettre en place un réseau efficace de levée de fonds – les bailleurs de fonds du Parti démocrate s'étant tournés vers elle dès le début de l'année 2005 (Vallet 2008a : 73). Toutefois, cela n'a pas suffi. En 2008, au cœur de l'année électorale et alors qu'Hillary Clinton est encore la favorite des primaires démocrates, la population américaine pensait qu'il serait plus difficile pour une femme de se faire élire à la Maison-Blanche que pour un Noir³⁶. Et cela s'est traduit, au cours de l'été 2008, par la désignation de Barack Obama (devant Hillary Clinton) à la tête du ticket démocrate : une plus grande réceptivité n'induisait pas la prévalence d'une candidature féminine³⁷. Le plafond de verre n'est donc que fissuré³⁸.

Ainsi, les représentations culturelles du leadership féminin demeurent absentes du modèle défini à travers le prisme du machisme présidentiel (DeConde 2002). Faute de référents alternatifs, l'institution reproduit le modèle antérieur, et ce qui l'a fondé : dès lors, échouant à atteindre les objectifs définis par le modèle idéal masculin, les femmes peinent à établir leurs marques au sein du pouvoir exécutif. Alors que l'année 2008 a été celle des évolutions de genre à Washington, avec la nomination d'une femme au ticket républicain (bien que la base électorale de ce parti ne soit pas nécessairement favorable à l'idée d'une présidente³⁹), la compétitivité inédite d'Hillary Clinton dans le cycle de primaires démocrates, ou encore les nominations effectuées par Barack Obama tant à des fonctions

³⁶ Pew Research Center for the People and the Press (2008). Ces chiffres sont confirmés par un sondage du Pew Research Center mené à la fin des primaires, du 16 juin au 16 juillet 2008 : voir Vallet (2008a : 134-135).

³⁷ Clift et Brazaitis, (2003 : XIII ET XVII). Voir également Carroll (2009) et Paul et Smith (2008).

³⁸ La journaliste Anne Kornblut (2009b) parle de « plafond fissuré », arguant du fait que Sarah Palin et Hillary Clinton auraient désormais fragilisé le fameux plafond de verre.

³⁹ À ce titre, on ne peut manquer de signaler la thèse de maîtrise soutenue dans une université évangélique par le gouverneur républicain Robert McDonnell, celui-là même qui a répondu à Barack Obama lors du discours sur l'état de l'Union de 2010, thèse dans laquelle il avançait que les féministes et les travailleuses portaient atteinte à la structure familiale : voir Gardner (2009).

régaliennes (Janet Napolitano à la tête du Homeland Security) qu'à la Cour suprême des États-Unis (Sonia Sotomayor, première femme hispanique à siéger au sein de cette juridiction), les symptômes de l'évolution qui se dessine dans les trois branches du pouvoir fédéral aux États-Unis n'ont rien des signes avant-coureurs d'une révolution (Watson et Gordon 2003 : 1) : la permanence du conservatisme social, la prégnance du rôle traditionnel de la femme dans les modèles véhiculés par les médias et les institutions publiques (David et Tourreille 2007) ainsi que l'arrivée tardive des femmes en politique constituent autant d'éléments qui paraissent assurer la pérennité du plafond de verre dans la politique washingtonienne. L'automne 2010 sera donc l'occasion de dresser un état des lieux, dans une ère post-bushienne, post-11 septembre, et une période de possible relance économique : d'une part, en prenant la mesure de la progression des femmes au niveau des élections fédérales, car le déclin du discours sécuritaire au profit du discours économique pourrait leur être favorable; d'autre part, parce que certaines candidates accéderont peut-être, par la voie de l'élection « congressionnelle » ou « gouverneuriale » aux marches susceptibles de les mener à la Maison-Blanche... un jour. En effet, outre celles de Sarah Palin et d'Hillary Clinton, les candidatures féminines à la présidence auront bien du mal à percer, puisque la course aux bailleurs de fonds a déjà commencé. Et, à moins d'une contre-performance de Barack Obama, Hillary Clinton devrait renoncer à se présenter en 2012, tandis que Sarah Palin, fort en vue, est très exposée aux critiques et fait déjà face à de redoutables et riches candidats, particulièrement bien établis dans le Parti républicain.

RÉFÉRENCES

- ALSTON, Joshua
2008 « Diversity Training », *Newsweek*, 11 février.
- ALVAREZ, Lizette
2009 « Women at Arms – G.I. Jane Breaks the Combat Barrier », *The New York Times*, 15 août.
- ATKESON, Lonna Rae
2003 « Not all Cues are Created Equal : The Conditional Impact of Female Candidates On Political Engagement », *Journal of Politics*, 65, 4 : 1040-1061.
- BARD, Christine
2007 « Femmes de pouvoir », *Histoire@Politique*, 1, mai-juin, [En ligne], [www.histoire-politique.fr/index2.php?numero=01&rub=dossier& item=5] (22 février 2010).
- BARD, Christine, Christian BAUDELLOT et Janine MOSSUZ-LAVAU (dir.)
2007 *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*. Paris, La Martinière.
- BERNSTEIN, Carl et Hillary CLINTON
2008 *Une femme en marche*. Paris, Bakerstreet.

BRIANS, C.L.

2005 « Women for Women? Gender and Party Bias in Voting for Female Candidates », *American Politics Research*, 33, 3 : 357-375.

BROWN, Wendy

1988 *Manhood and Politics : A Feminist Reading in Political Theory*. Totowa (NJ), Rowman & Littlefield.

BURDEN, Barry C.

2005 « The Nomination : Technology, Money, and Transfer of Momentum », dans Michael Nelson (dir.), *The Elections of 2004*. Washington (DC), CQ Press : 18-41.

BURNS, James M. et autres

1993 *Government by The People*. Englewood, Prentice-Hall.

BYSTROM, Dianne G. et autres

2004 *Gender and Candidate Communication*. New York, Routledge.

CAROLI, Betty Boyd

2003 *First Ladies*. Oxford, Oxford University Press.

CARROLL, Susan J.

2009 « Reflections on Gender and Hillary Clinton's Presidential Campaign : The Good, the Bad, and the Misogynic », *Politics & Gender*, 5, 1 : 1-20.

CARROLL, Susan J. et Richard L. FOX (dir.)

2006 *Gender and Elections - Shaping the Future of American Politics*. New York, Cambridge University Press.

CBS NEWS

2006 CBS News/NewYork Times Poll, *A Woman For President* – 20-25 janvier 2006, 5 février, [En ligne], [www.cbsnews.com/htdocs/pdf/020306woman.pdf] (8 janvier 2008).

CENTER FOR AMERICAN WOMEN AND POLITICS

2010 *Summary of Potential Women Candidates*, Eagleton Institute of Politics, Rutgers University. [En ligne], [www.cawp.rutgers.edu/fast_facts/elections/documents/CanSum10.pdf] (10 février 2010).

2008 *The Gender Gap – Voting Choices in Presidential Elections*, Eagleton Institute of Politics, Rutgers University. [En ligne], [www.cawp.rutgers.edu/fast_facts/voters/documents/GGPresVote.pdf] (9 février 2010).

CLIFT, Eleanor et Tom BRAZAITIS

2003 *Madam President : Women Blazing the Leadership Trail*. New York, Routledge.

CNN

2010a « Palin says 2012 presidential bid a possibility », *CNN*, 8 février 2010, [En ligne], [www.cnn.com/2010/POLITICS/02/07/palin.presidential.run.tea.party/index.html] (10 février 2010).

- 2010b « Rep. Ron Paul surprise winner of CPAC presidential straw poll », *CNN*, [En ligne], [www.cnn.com/2010/POLITICS/02/20/conservatives.meeting/index.html?iref=allsearch], 20 février 2010 (22 février 2010).
- 2009 « GOP split over possible 2012 contenders », *CNN*, 27 février 2009, [En ligne], [www.cnn.com/2009/POLITICS/02/27/gop.poll/index.html] (4 janvier 2010).
- 2006 « Laura Bush : Rice in '08? », *CNN*, 17 janvier 2006, [En ligne], [www.cnn.com/2006/POLITICS/01/13/laura.bush/] (9 février 2010).
- COE, Kevin et autres
 2007 « Masculinity as Political Strategy : George W. Bush, the 'War on Terrorism,' and an Echoing Press », *Journal of Women, Politics & Policy*, 29, 1 : 31-50.
- COOK, Elizabeth Adell, Sue THOMAS et Clyde WILCOX (dir.)
 1994 *The Year of the Woman: Myths and Realities*. Boulder, Westview.
- COYLE, Abigail M.
 2009 « Gender and the Presidential "Horserace" : An Examination of Candidate Self-Presentation in the 2008 Democratic Primaries », *CUREJ – College Undergraduate Research Electronic Journal*, printemps : 1-85.
- CUSHMAN, Clare
 2001 *Supreme Court Decisions and Women's Rights : Milestone to Equality*. Washington, CQ Press.
- DAVID, Charles-Philippe et autres
 2006 *Le 11 septembre, cinq ans plus tard*. Québec, Septentrion.
- DAVID, Charles-Philippe et Julien TOURREILLE (dir.)
 2007 *Le conservatisme américain*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- DECONDE, Alexander
 2002 *Presidential Machismo – Executive Authority, Military Intervention and Foreign Relations*. Boston, Northeastern University Press.
- DOLAN, Kathleen
 2006 « Symbolic Mobilization? The Impact of Candidate Sex in American Elections », *American Politics Research*, 34 : 687-704.
- DUERST-LAHTI, Georgia
 2006 « Presidential Elections : Gendered Space and the Case of 2004 », dans Susan J. Carroll et Richard L. Fox (dir.), *Gender and Elections : Shaping the Future of American Politics*. New York, Cambridge University Press : 12-42.
- 1997 « Reconceiving Theories of Power : Consequences of Masculinism in the Executive Branch », dans Mary Anne Borrelli et Janet M. Martin (dir.), *The Other Elites – Women, Politics and Power in the Executive Branch*. Boulder, Lynne Rienner : 11-32.
- DURIEUX, Catherine
 2008 *Les femmes américaines en politique*. Paris, Ellipses.

- FALK, Erika
2008 *Women for President : Media Bias in Eight Campaigns*. Urbana, University of Illinois Press.
- FARLEY, James A.
1959 « Why We'll Never Have A Woman President », *This Week*, 18 janvier.
- FOX, Richard L. et Zoe M. OXLEY
2003 « Gender Stereotyping in State Executive Elections : Candidate Selection and Success », *The Journal of Politics*, 65, 3, août : 833-850.
- FRAISSE, Geneviève
1994 « Quand gouverner n'est pas représenter », *Esprit*, 3-4, 200 : 103-114.
- FREEDMAN, Jane
1997 *Femmes politiques : mythes et symboles*. Paris, L'Harmattan.
- FREEMAN, Jo
2008 *We Will Be Heard : Women's Struggles for Political Power in the United States*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield.
- GAGNON, Frédérick (dir.)
2006 *Le Congrès des États-Unis*. Québec, Presses de l'Université du Québec.
- GARDNER, Amy
2009 « '89 Thesis A Different Side of McDonnell », *The Washington Post*, 30 août.
- GIBBONS, Sheila
2003 « Press Emphasized Pelosi's Gender, Not Clout », *Women's eNews*, 5 janvier, [En ligne], [www.womensenews.org/article.cfm/dyn/aid/1171/context/archive] (6 février 2010).
- GOULD, Lewis L.
1986 « First Ladies », *The American Scholar*, 55, automne : 528-535.
1985 « Modern First Ladies in Historical Perspective », *Presidential Studies Quarterly*, 15, 3, été : 532-540.
- GUY, Mary Ellen
1995 « Hillary, Health Care and Gender Power », dans Georgia Duerst-Lahti et Rita Mae Kelly, *Gender Power, Leadership and Governance*. Ann Arbor, The University of Michigan Press : 239-257.
- HAN, Lori Cox
2006 *Women and American Politics : The Challenges of Political Leadership*. New York, McGraw-Hill.
2007 « Is the United States Really Ready for a Woman President? », dans Lori Cox Han et Caroline Heldman (dir.), *Rethinking Madam President : Are We Ready for a Woman in the White House?* Boulder, Lynne Rienner Publishers : 1-16.
- HANSEN, Susan B. et Laura Wills OTERO
2006 « A Woman for U.S. President? Gender and Leadership Traits Before and After 9/11 », *Journal of Women, Politics and Policy*, 28, 1 : 35-59.

HASEN, Richard L.

2008 « Electing the President in 2012: Three Predictions About How the Rules Might Differ Next Time Around », *Findlaw*, 4 novembre, [En ligne], [writ.news.findlaw.com/commentary/20081104_hasen.html] (22 février 2010).

HAWKES, Ellen

2004 « Who Needs First Ladies? », *MS magazine*, printemps, [En ligne], [www.ms magazine.com/spring2004/firstlady.asp.] (6 février 2010).

HEFLICK, Nathan A. et Jamie L. GOLDENBERG

2009 « Objectifying Sarah Palin: Evidence that Objectification Causes Women to be Perceived as less Competent and less Fully Human », *Journal of Experimental Social Psychology*, 45, 3, mai : 598-601.

HEITH, Diane J

2003 « The Lipstick Watch : Media Coverage, Gender, and Presidential Campaigns », dans Robert P. Watson et Ann Gordon (dir.), *Anticipating Madam President*. Boulder, Lynne Rienner : 123-130.

HELDMAN, Caroline

2007 « Cultural Barriers to a Female President in the United States », dans Lori Cox Han et Caroline Heldman (dir.), *Rethinking Madam President : Are We Ready for a Woman in the White House?*, Boulder, Lynne Rienner Publishers : 17-42.

HELDMAN, Caroline, Susan J. CARROLL et Stephanie OLSON

2000 *Gender Differences in Print Media Coverage of Presidential Candidates : Elizabeth Dole's Bid for the Republican Nomination*. American Political Science Association, [En ligne], [www.capwip.org/readingroom/dole.pdf] (6 février 2010).

HUDDY, Leonie et Nayda TERKILDSEN

1993a « The Consequences of Gender Stereotypes for Women Candidates at Different Levels and Types of Office », *Political Research Quarterly*, 46, 3, septembre : 503-525.

1993b « Gender Stereotypes and the Perception of Male and Female Candidates », *American Journal of Political Science*, 37, 1, février : 119-147.

HUNTER, Duncan et Dennis KUCINICH

2008 « McCain vs Obama... Cindy vs Michelle, That is », *Political Radar, ABCNews*, 19 février, [En ligne], [http://blogs.abcnews.com/politicalradar/2008/02/mccain-vs-obama.html] (6 février 2010).

INGLEHART, Ronald et Pippa NORRIS

2000 « The Developmental Theory of the Gender Gap : Women's and Men's Voting Behavior in Global Perspective », *International Political Science Review*, 21, 4 : 441-463.

- JALALZAI Farida et Mona Lena KROOK
 2010 « Beyond Hillary and Benazir : Women’s Political Leadership Worldwide », *International Political Science Review*, 31, 1 : 5-21.
- JENNINGS, M. Kent
 1990 « Women in Party Politics », dans Louise A. Tilly et Patricia Gurin (dir.), *Women, Politics and Change*. New York, Russell Sage Foundation : 221-248.
- JONES, Jeffrey M.
 2010 *Voters Divided Over Obama vs. Republican Candidate in 2012*, Gallup, 11 février 2010, [En ligne], [www.gallup.com/poll/ 125777/Voters-Divided-Obama-Republican-Candidate-2012.aspx] (19 février 2010).
- KAHN, Kim Fridkin
 1996 *The Political Consequences of Being a Woman : How Stereotypes Influence the Conduct and Consequences of Political Campaigns*. New York, Columbia University Press.
- KAMEN, Al
 2009 « Obama’s List Doesn’t Quite Match Emily’s », *The Washington Post*, 17 décembre.
- KOHUT, Andrew
 2007 *Are Americans Ready to Elect a Female President? Past Statewide Elections Suggest Gender Is Not an Obstacle – At Least for Democratic Candidates*. New York, Pew Research Center, 9 mai, [En ligne], [http://pewresearch.org/pubs/474/female-president] (6 février 2010).
- KORNBLUT, Anne E.
 2009a « How to Shatter the ‘Highest, Hardest’ Glass Ceiling », *The Washington Post*, 27 décembre.
 2009b *Notes from a Cracked Ceiling – Hillary Clinton, Sarah Palin and What it will take for a Woman to Win*, New York, Crown Publishers.
- LAKE, Celinda
 2009 « Gender Gap in Politics Is Invite for More to Run », *Women’s eNews*, 3 avril, [En ligne], [www.womensenews.org/story/campaign-trail/090304/gender-gap-in-politics-invite-more-run] (6 février 2010).
- LAWLESS, Jennifer
 2004 « Women, War and Winning Elections : Gender Stereotyping dans the Post-September 11th Era », *Political Research Quarterly*, 57, 3, septembre : 479-490.
- LE POINT
 2009 « Coup de sang de Hillary Clinton : “Je suis secrétaire d’État, pas Bill!” », 11 août.
- LIND JoEllen
 2009 « The Clinton/Palin Phenomenon and Young Women Voters », *Hamline Journal of Public Law & Policy*, 30 : 513-548.

- MACMANUS, Susan A. et Andrew F. QUECAN
 2008 « Spouses as Campaign Surrogates : Strategic Appearances by Presidential and Vice Presidential Candidates' Wives in the 2004 Election », *Political Science & Politics*, 41, 2 : 337-348.
- MANZA, Jeff et Clem BROOKS
 1998 « The Gender Gap in U.S. Presidential Elections : When? Why? Implications? », *American Journal of Sociology*, 103, 5, mars : 1235-1266.
- MARQUES-PEREIRA, Bérengère
 2007 « Les femmes latino-américaines dans les exécutifs nationaux : le cas du Chili », *Histoire@Politique*, 1, mai-juin, [En ligne], [www.histoire-politique.fr/index2.php?numero=01&rub=dossier& item=8] (22 février 2010).
- MCDONAGH, Eileen
 2009 *The Motherless State. Women's Political Leadership and American Democracy*. Chicago, University of Chicago Press.
- MORRIS, Dick et Eileen McGANN
 2005 *Condi vs. Hillary : The Next Great Presidential Race*. New York, HarperCollins.
- NATIONAL WOMEN HISTORY MUSEUM
 « First but not the last – Women who ran for président » du National Women History Museum de Washington DC, [En ligne], [www.nwhm.org/president.html] (12 août 2009)
- NELSON, Michael (dir.)
 2005 *The Elections of 2004*. Washington (DC), CQ Press.
- NORRIS, Pipa
 1985 « The Gender Gap in Britain and America », *Parliamentary Affairs*, 38, 2 : 192-201.
- PALMER, Barbara et Dennis Michael SIMON
 2008 *Breaking the Political Glass Ceiling : Women and Congressional Elections*. New York, Routledge.
- PAUL, David et Jessi L. SMITH
 2008 « Subtle Sexism? Examining Vote Preferences When Women Run Against Men for the Presidency », *Journal of Women, Politics & Policy*, 29, 4 : 451-476.
- PEW RESEARCH CENTER FOR THE PEOPLE & THE PRESS
 2008 *Obama Has the Lead, But Potential Problems Too*. Washington (DC), Pew Research Center for the People & the Press, 28 février.
- ROSIN, Hanna
 2010 « Is the Tea Party a Feminist Movement? It's becoming an insta-network for aspiring female candidates », *Slate*, 12 mai.
- SANBONMATSU, Kira et Kathleen DOLAN
 2007 *Gender Stereotypes and Gender Preferences on the 2006 ANES Pilot Study –*

- A *Report to the ANES Board of Overseers*, avril, [En ligne], [www.electionstudies.org/resources/papers/Pilot2006/nes011883.pdf] (6 février 2010).
- SAPIRO, Virginia
1982 « If U.S. Senator Baker Were a Woman : An Experimental Study of Candidate Images », *Political Psychology*, vol. 3, n° 2 : 61-83.
- SELIGSON, Hannah
2008 « Sexim's Coming Out Party », *The Wall Street Journal*, 21 novembre.
- SFERRAZZA, Anthony Carl
2008 « The Role of the First Lady », *America.gov*, 26 septembre, [En ligne], [www.america.gov/st/elections08-english/2008/September/20080926162204naneerg0.8945886.html] (6 février 2010).
- TOLLESON-RINEHART Sue
2009 « Hillary Rodham Clinton, Sarah Palin, and the Valence of Gendered Reactions to Women Candidates », *International Society of Political Psychology*, Dublin, 14-17 juillet : 1-16.
- TROY, Gil
2006 *Hillary Rodham Clinton – Polarizing First Lady*. Lawrence, University Press of Kansas.
2000 *Mr and Mrs President – From the Trumans to the Clintons*. 2^e éd. KS, University Press of Kansas.
- U.S. NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS
2006 *National Vital Statistics Reports (NVSR)*, 55, 1, 29 septembre; et 11, 28 décembre.
- US CENSUS BUREAU
2008 US Census Bureau fact Finder [En ligne], [factfinder.census.gov/home/saff/main.html?_lang=en&_ts=] (12 août 2009).
- VALLET, Élisabeth
2008a *Le duel. Les dessous de l'élection présidentielle américaine*. Québec, Septentrion.
2008b « Pour qui sonnera le glas? », *Le Devoir*, 4 mars.
2005 « La désignation et le mandat du président », dans (dir.), *La présidence des États-Unis*. Québec, Presses de l'Université du Québec : 31-59.
2004 « La sélection des candidats à la présidence », dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *Les élections présidentielles américaines*. Québec, Presses de l'Université du Québec : 13-38.
- VERBA, Sidney
1990 « Women in American Politics », dans Louise A. Tilly et Patricia Gurin (dir.), *Women, Politics and Change*. New York, Russell Sage Foundation : 555-571.
- WATSON, Robert et Ann GORDON (dir.)
2003 *Anticipating Madam President*. Boulder, Lynne Rienner.

WAYNE, Stephen J.

2007 *Is this any Way to Run a Democratic Election?* 3^e éd. Washington (DC), CQ Press.

WITT, Linda, Karen M. PAGET et Glenna MATTHEWS

1994 *Running as a Woman : Gender and Power in American Politics*. New York, Free Press.